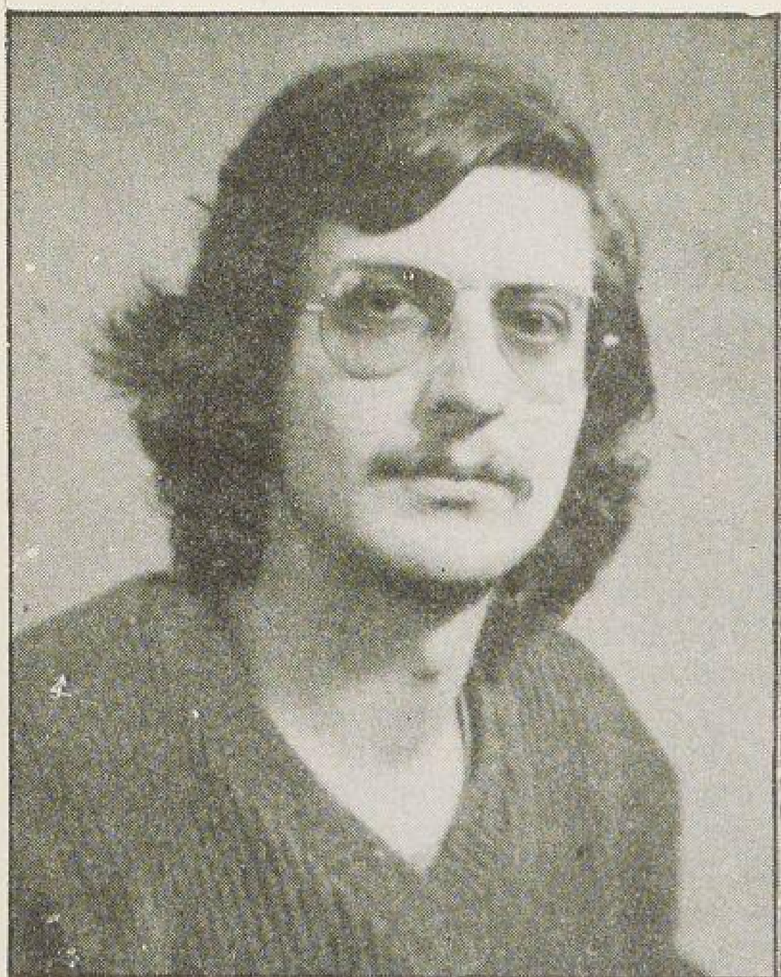


union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

GIRONDE 1ere circonscription

BORTHURY Bruno

Ouvrier de l'alimentation

Suppléant : FERRIÈRE Michel
Employé

Travailleuses, Travailleurs.

Allons-nous laisser nos usines fermer l'une après l'autre ? Herribéry, Beauvais ont fermé..., à Derrupé, des centaines d'entre nous ont été licenciés, ainsi qu'à Castelvin, Lesieur, Beghin Say. Austérité et chômage, nous payons durement la crise du capitalisme.

Allons-nous laisser Valleix, le poulain de Chaban-Delmas continuer ?

Allons-nous laisser nos enfants allonger encore les files de chômeurs à l'Agence Nationale pour l'Emploi ?

Allons-nous laisser les saisies et les expulsions se multiplier dans nos quartiers parce que les loyers et les charges ne cessent d'augmenter tandis que nos salaires sont amputés par les réductions d'horaires, sont réduits à des indemnités de chômage bien insuffisantes pour faire vivre une famille ?

Non, nous en avons assez de cette droite qui a fait faillite, de ces notables, des capitalistes qui règlent leurs difficultés sur notre dos !

Nous ne voulons pas non plus de tous ceux qui, sous diverses étiquettes, n'ont d'autre projet que de nous faire payer la crise. Quelle confiance pouvons-nous avoir en ces «socialistes» qui, à la communauté urbaine, s'allient avec la droite et s'entendent si bien avec elle pour augmenter nos impôts locaux ?

Quelle confiance pouvons-nous avoir dans un parti qui, se disant «parti de la classe ouvrière» ne présente dans notre département que deux ouvriers sur dix, dont un ne connaît plus les cadences et l'angoisse du chômage que de loin puisqu'il est permanent !

Travailleurs, travailleuses,

Nous ne voulons pas payer la crise et nous l'avons montré. Non, nous n'avons pas attendu 78 pour engager nos luttes. Nous savons ce que valent les promesses électorales. Nous savons que ce que nous voulons, les augmentations de salaires, l'embauche, la suppression des licenciements prévus, l'arrêt des saisies et des expulsions, dépend de nous, et de nous seuls, de nos luttes, du rassemblement de nos forces contre la crise pour faire reculer la bourgeoisie.

La crise frappe tout le pays

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'Union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'Union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'État du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuserons de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes avec le Tiers-Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superspuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assurent réellement le pouvoir, la direction de la société.

C'est pour cela que nous vous appelons à soutenir les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne. Ces candidats sont soutenus par les communistes fidèles aux marxisme-léninisme et à la pensée Mao Tsé-toung.

Votez pour les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Dans la 1ere circonscription de la Gironde

Bruno BORTHURY

26 ans, ouvrier de l'alimentation, marié, un enfant. Ouvrier du bâtiment, puis à Marie-Brizard, je connais bien les dures conditions de l'exploitation des ouvriers. Délégué du personnel, je lutte activement pour que mon syndicat soit réellement le défenseur de la classe ouvrière.

Sur mon quartier, j'ai impulsé le soutien des travailleurs, des femmes, aux luttes du Suma, du Foyer des jeunes travailleurs du Grand Parc. Contre les conditions de logement inconfortables et chères que nous connaissons dans les cités de béton sans vie, je travaille à l'organisation des locataires en comité de quartier, en comité de logement pour que, partout où le capitalisme rend notre vie encore plus difficile, plus insupportable, nous nous organisions pour le combattre.

SUPPLÉANT

Michel FERRIERE, 33 ans, employé. Il lutte activement pour un véritable syndicalisme de masse et de classe.

Imprimerie IPCC Paris